

*Les crédits*

confiance que ses ancêtres ont mise en lui et il trahit ses enfants qui auraient pu lui succéder sur cette terre.

Un fils ou une fille de fermier ne décide pas de se lancer en agriculture à l'âge de 18 ans. Il ou elle ne se réveille pas un beau matin en décidant de devenir agriculteur. La plupart des gens qui pratiquent l'agriculture ont été élevés sur des fermes. Ils y ont grandi. Ces fermes font partie de leur vie depuis leur naissance. Les perdre, pour eux, c'est comme perdre la vie.

Les familles de pêcheurs ont un patrimoine semblable. La perte de leur vocation a les mêmes répercussions pour eux que pour les agriculteurs. Le choc et la perte de confiance que ce changement entraîne causent de graves bouleversements et il arrive des choses qui n'arriveraient pas ordinairement dans ces milieux.

Dans ma province, le nombre de ruptures conjugales a énormément augmenté dans les régions rurales et les agriculteurs et leurs femmes sont malades beaucoup plus souvent qu'autrefois. Cela se voit dans bien des cas chez de jeunes agriculteurs. Nous voyons également des maladies physiques, des troubles psychologiques et des dépressions nerveuses. Le taux de suicides a atteint un niveau tel que certains psychologues estiment que, dans les régions rurales, plus de 50 p. 100 des suicides sont dus à la désintégration économique de l'exploitation familiale.

L'alcoolisme a augmenté considérablement. Comme dans une bonne partie du reste du Canada et du reste de la société en période difficile, ce sont les femmes et les enfants qui pâtissent le plus. Lorsque la terre, la mer ou la forêt ne peut plus assurer la vie de la famille, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés.

La motion que j'ai présentée reconnaît l'importance primordiale des femmes en milieu rural. À la ferme elles ont souvent trois emplois. Non seulement elles jouent un rôle important dans l'exploitation agricole, mais en plus elles élèvent les enfants et elles s'occupent de la maison et des repas. Aujourd'hui, une forte proportion des femmes d'agriculteurs, près de 50 p. 100, travaillent à l'extérieur pour gagner un revenu d'appoint qui permette à l'exploitation de survivre. La motion attire l'attention sur le rôle des femmes et sur la nécessité de les aider.

Les conséquences pour la collectivité, c'est la dépopulation des régions rurales, pas seulement des régions agricoles, mais aussi des régions côtières, qui vivent de la pêche, et du reste du Canada rural.

La plupart des citoyens se font une idée idyllique de la vie à la campagne, mais elle n'est idyllique que si vous avez les services permettant d'y élever une famille. Ils vous envieront de vivre dans une ferme où tout est si tranquille et si serein. C'est vrai et j'en suis conscient. Mais, il est de plus en plus difficile d'élever une famille dans ces circonstances, car les services nécessaires comme l'enseignement, les services de santé et les loisirs se font de plus en plus rares en milieu rural. Les hôpitaux, les bureaux de poste, les écoles et les autres centres de service ferment leurs portes, sans qu'on se préoccupe des besoins des gens qui restent dans ces localités.

Il est temps de reconnaître les immenses avantages que nous tirons des ressources rurales et de donner leur juste part aux Canadiens qui les mettent en valeur et approvisionnent le pays.

Lorsqu'une industrie dans une région cesse d'être rentable, les familles commencent à partir. La dépopulation conduit à la suppression de services qui disparaissent parce que la communauté ne peut plus les financer. À moins que, comme cela s'est produit dans de nombreux cas récents, ce soit le gouvernement qui essaie d'économiser de l'argent et ne soit plus prêt à fournir les services. Lorsque ceux qui dispensaient les services déménagent, ils aggravent la dépopulation, de sorte que d'autres services cessent d'être rentables et que la dépopulation se poursuit. C'est comme une boule de neige qui dévale une pente et grossit en descendant, ou comme les dominos qui en tombant font tomber les autres. Nous connaissons tous la solution. Simplifiée à l'extrême, c'est la stabilité économique.

Dans le cas de l'agriculture, la première chose à faire c'est de s'occuper de la dette. La plupart des agriculteurs ont appris à surmonter les impondérables de la culture, les fluctuations des prix et les incertitudes du temps. Mais la crainte permanente de perdre leur exploitation ronge l'espoir et finit par créer un stress tel qu'il devient psychologiquement difficile de continuer. Il faut donc d'abord régler le problème de la dette. Ensuite il faudra stabiliser les revenus.

Les collectivités de pêcheurs sont plus ou moins dans la même situation. Elles font également face à l'extinction dans bien des cas. Là encore, la communauté doit pouvoir survivre à la crise. Il est nécessaire que le poisson disponible fournisse un revenu à la collectivité et il faut que la pêche puisse continuer dans ces régions. Je pourrais enchaîner en parlant de la foresterie et d'autres indus-